



Conseil économique et social

Distr. générale
26 juin 2015
Français
Original : anglais

Session de 2015

21 juillet 2014-22 juillet 2015

Débat consacré à l'intégration

Compte rendu analytique de la 20^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 1^{er} avril 2015, à 15 heures

Président : M. Drobnjak (Vice-président) (Croatie)

Sommaire

Parvenir au développement durable grâce à la création d'emplois et à un travail décent pour tous (*suite*)

Conclusion du débat


Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

15-05248X (F)



Merci de recycler 



En l'absence de M. Sajdik (Autriche), M. Drobnjak (Croatie), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h10.

Parvenir au développement durable grâce à la création d'emplois et à un travail décent pour tous
(suite)

1. *M. George Wilfred Talbot (Représentant permanent de Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies et Co-facilitateur du processus préparatoire de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement) anime une table ronde sur le thème "Moyens de mise en œuvre: Financement du développement et partenariats pour un travail décent", à laquelle prennent part, M^{me} Rania Antonopoulos (Ministre suppléante du travail et de la solidarité sociale, Grèce), intervenant par liaison vidéo; M. Robert Shiller (Prix Nobel et professeur d'économie, Université Yale); et M. Martin Khor (Directeur exécutif du Centre du Sud) et, en tant que commentateur M. Richard Kozul-Wright (Directeur de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). Les exposés des intervenants et du commentateur sont suivis d'un dialogue interactif au cours duquel les intervenants et l'animateur répondent aux observations et questions des représentants du Botswana et de l'Allemagne.*

La séance est suspendue à 15 h 20 et reprend à 16 h 25.

Table ronde sur le thème: "600 millions d'emplois recherchés!"

2. **Le Président** dit que l'on doit créer 600 millions d'emplois pour combler le fossé en matière d'emplois. C'est un défi que doivent relever les gouvernements, le système des Nations Unies, les syndicats, la société civile et le secteur privé, qui doivent tous redoubler leurs efforts de création d'emplois tout en favorisant également la viabilité environnementale.

3. **M. Velshi**, (Hôte, Al Jazeera America), modérateur, dit que la création d'emplois et l'amélioration de la prospérité mondiale représentent l'un des défis les plus sérieux que doivent relever la communauté internationale et les Nations Unies. Il est généralement admis que la création d'emplois pourrait, en elle-même, résoudre bon nombre des problèmes du monde; elle allégerait le sentiment général de désespoir et récompenserait ceux qui cherchent à renforcer leurs

connaissances et leurs compétences. À cet égard, il invite M. Mora, ministre du Commerce extérieur du Costa Rica, à présenter le plan ambitieux de création d'emplois de son gouvernement et demande si le gouvernement costaricain a fait l'objet de critique pour ses efforts de promotion de l'emploi.

4. **M. Mora** (ministre du Commerce extérieur du Costa Rica), intervenant, dit que le produit intérieur brut (PIB) de son pays a triplé au cours des 20 années précédentes, les taux du chômage ont augmenté au cours de la même période et la pauvreté reste enracinée. Pour relever ces défis, le gouvernement costaricain met davantage l'accent sur le développement des secteurs négligés, plus traditionnels de l'économie, en révisant ses cadres de réglementation intérieurs concernant la compétitivité et la protection des consommateurs et en améliorant le système d'éducation du pays pour permettre aux jeunes d'acquérir les compétences recherchées par les employeurs. Le gouvernement espère inverser la tendance à la hausse du chômage en l'espace de 12 mois et vise à réduire le chômage de 25 %. Pour atteindre cet objectif, le Costa Rica lance notamment des partenariats public-privé de haut niveau, en mettant en œuvre des politiques macroéconomiques favorables à l'emploi et en favorisant l'entrepreneuriat. Il demandera bientôt à adhérer à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), avec laquelle il œuvre en étroite collaboration en vue d'améliorer le système d'éducation nationale et s'emploie à renforcer la supervision et la qualité des emplois offerts par les microentreprises et les petites et moyennes entreprises.

5. **M. Velshi**, (Hôte, Al Jazeera America) dit qu'il est frappé par le fait que la croissance rapide du PIB ne se traduise pas nécessairement par des gains d'emplois. Il demande à M^{me} Nadeau de dire ce qu'elle en pense et d'indiquer comment l'évolution des prix de l'énergie, en particulier les prix du pétrole, pourrait avoir une incidence sur la création d'emplois.

6. **M^{me} Nadeau** (Présidente du Conseil mondial de l'énergie, et vice-présidente exécutive, affaires corporatives et Secrétaire générale d'Hydro-Québec, Canada), intervenante, dit que bien que les faibles prix du pétrole aient stimulé la croissance économique dans certains pays, certains États producteurs d'énergie ont du mal à équilibrer leurs budgets suite à la diminution des recettes et il leur est de plus en plus difficile de fournir les services essentiels d'éducation et de santé.

Il est probable que l'économie du monde devienne nettement moins tributaire des combustibles fossiles au cours des prochaines décennies et le Conseil mondial de l'énergie estime que de 20 à 30 % de l'énergie du monde sera produite de sources renouvelables d'ici 2050, contre 15 % actuellement. Le passage à la production d'énergie renouvelable créera quelque 20 millions d'emplois d'ici à 2030, avec une forte demande d'ingénieurs, de techniciens, de gestionnaires de projet, de responsables financiers, de personnel de construction et de nombreux autres travailleurs qualifiés. De nombreux pays, notamment la Chine, le Danemark, l'Allemagne et les États-Unis, ont déjà mis en place de vastes secteurs d'énergie renouvelable et les pays qui veulent en faire de même doivent élaborer des politiques énergétiques nationales robustes, prévisibles et précises, y compris des politiques pour stimuler l'investissement intérieur dans le secteur de l'énergie renouvelable.

7. **M. Sukhdev** (Fondateur et directeur général de GIST Advisory, Inde), intervenant, dit que 70 % des emplois dans le monde se trouvent dans le secteur privé. Naturellement, un milliard d'emplois se trouvent dans l'agriculture. Il convient cependant de ne pas perdre de vue le fait que 400 millions des 525 millions d'exploitations agricoles dans le monde ont moins de 2 hectares et bien qu'elles soient de petite taille, les exploitations agricoles de subsistance produisent la moitié des denrées alimentaires dans le monde. Leur productivité demeure cependant faible et risque d'être affectée négativement par les effets du changement climatique. Il est donc troublant que l'on mette tant l'accent sur le développement des secteurs économiques de haute technologie, avec une poussée, souvent appuyée par des subventions publiques, en faveur de la transition des économies des pays en développement vers les grandes exploitations agricoles au détriment des petites exploitations. C'est une stratégie à risque qui pourrait potentiellement détruire plusieurs millions d'emplois du secteur agricole. Les pays doivent se rendre compte que l'industrialisation n'est pas un remède miracle qui pourrait soigner tous les maux économiques: bien que la technologie de l'information ait créé 6 millions d'emplois et l'industrie automobile quelque 4,5 millions, ces chiffres ne peuvent pas être suffisamment augmentés pour absorber des centaines de millions d'ouvriers agricoles de subsistance sans emploi.

8. Les décideurs doivent comprendre que le monde n'a simplement pas besoin d'un milliard d'ingénieurs en logiciel ou de producteurs de voitures de luxe. Les pays devraient plutôt s'attacher à renforcer la productivité de leurs petits exploitants agricoles, notamment en les encourageant à adopter des technologies simples et rentables comme les cultures multiples ou le labour à faible impact. En effet, des études ont montré qu'en adoptant ces stratégies la petite exploitation agricole de taille moyenne pourrait augmenter les rendements de plus de 70 %. Si des mesures ne sont pas prises pour soutenir les emplois des petites exploitations agricoles, les pays pourraient enregistrer des hausses spectaculaires de leurs taux de pauvreté et de malnutrition.

9. **M. Rajan** (Directeur des ressources humaines et membre du Conseil exécutif du Groupe, Tata Group, Inde), intervenant, dit qu'une société qui exploite systématiquement une partie de la population au profit d'une autre ne peut jamais espérer être libre et prospère. Les branches de production doivent reconnaître qu'elles tiennent leur existence de la communauté et que, dans une société fondée sur la libre entreprise, la communauté n'est pas simplement une autre partie prenante mais plutôt l'objectif même de leur existence. Depuis les premières décennies de son existence, le Tata Group a fourni des services de garderie d'enfants et des écoles pour faciliter l'emploi des femmes dans ses usines et il a élaboré des mécanismes novateurs de partage des bénéfices qui offrent aux travailleurs une participation dans la compagnie dans laquelle ils travaillent. Le Tata Group emploie 60 000 personnes dans environ 140 pays et des fondations philanthropiques détiennent près de 66 % du capital social de Tata Sons, la principale société de portefeuille du Tata Group.

10. **M^{me} Nadeau** (Présidente, Conseil mondial de l'énergie, et vice-présidente exécutive des affaires corporatives et secrétaire générale d'Hydro-Québec, Canada) remarque que près de 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à des sources d'énergie modernes. Les femmes, les enfants et les jeunes pâtissent particulièrement de l'accès insuffisant à l'énergie, ce qui entrave la création d'emplois et la fourniture de services d'assainissement, d'éducation et de soins de santé. Il est indispensable que les gouvernements travaillent avec les entreprises en vue de former les travailleurs qualifiés nécessaires à la mise en place de l'infrastructure requise afin que toutes

les personnes, indépendamment de l'endroit où elles vivent, puissent jouir de l'accès à l'énergie.

11. **M. Velshi**, (Hôte, Al Jazeera America) demande à M. Mora comment le gouvernement costaricain envisage de créer des emplois tout en prenant les mesures nécessaires pour devenir neutre en carbone à l'horizon 2021, et s'il est effectivement possible de créer des emplois, en particulier pour les femmes, tout en préservant l'environnement.

12. **M. Mora** (ministre du Commerce extérieur du Costa Rica) dit que le renforcement de l'économie verte est bon pour la planète comme pour les différents pays. Le Costa Rica, qui a réalisé une pénétration de l'électricité de 99,8 %, satisfait la totalité de ses besoins en énergie de sources d'énergie renouvelable pendant près de trois mois. En outre, pour réaliser la neutralité carbone, le Costa Rica a réservé en tant que forêt protégée 20 % de la superficie totale de son territoire. Une autre superficie de 20 % est protégée sous une forme ou une autre. Les organes du secteur public, les entreprises privées et les citoyens sont tous encouragés à investir dans des projets pour restaurer et préserver les environnements naturels. Des initiatives sont également en cours visant à protéger la faune forestière au Costa Rica. Toutes ces mesures ont un impact direct sur l'emploi: quelque 11 % des emplois au Costa Rica sont désormais dans l'écotourisme et dans des domaines connexes. En vue de préserver ses environnements marins, le Costa Rica a également lancé des projets qui devraient créer les emplois qui font gravement défaut dans les communautés côtières.

13. **M. Velshi**, (Hôte, Al Jazeera America) dit que certains pensent que les lois et les réglementations de la rémunération et des conditions de travail des travailleurs entravent la création d'emplois et, dans un monde qui a besoin de 600 millions d'emplois, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour demander des mesures de protection des travailleurs moins rigoureuses. Il demande quel effet à long terme cela risque d'avoir sur les droits des travailleurs et sur leur aptitude à négocier des salaires équitables.

14. **M. Sukhdev** (Fondateur et Directeur général de GIST Advisory, Inde) dit que le secteur privé doit rester rentable sinon il ne sera plus en mesure d'employer 70 % de la main-d'œuvre de la planète. Les entreprises continueront de jouer un rôle essentiel, mais le défi à relever consistera à faire en sorte qu'en plus de leur recherche du profit, les entreprises aient un

objectif social et servent la communauté, ce qui est encore loin d'être la norme. Il convient donc de déployer des efforts pour changer l'environnement des entreprises, notamment en adoptant des politiques qui les encouragent à prendre sérieusement leurs responsabilités sociales. Cela est d'autant plus indispensable que des emplois pourraient se perdre à long terme si elles ne le font pas. Il est particulièrement important d'adopter des régimes fiscaux qui récompensent le dur labeur, l'inventivité dans un esprit de collaboration et l'innovation, les principaux inducteurs de croissance et qui pénalisent les comportements et les actions préjudiciables à la société, comme la consommation des ressources d'énergie non renouvelables.

15. **M^{me} Nadeau** (Présidente du Conseil mondial de l'énergie et Vice-présidente exécutive, Affaires corporatives et Secrétaire générale d'Hydro-Québec, Canada) dit qu'étant donné des cycles électoraux politiques de quatre à cinq ans on est souvent peu enclin à adopter des politiques et des régimes fiscaux socialement et écologiquement responsables dont les avantages ne seront pas perçus avant 15 à 20 ans. Même les initiatives visant à adopter une taxe mondiale sur le carbone (que la majorité des industriels mondiaux soutiendraient en fait) ont été battues en brèche faute de volonté politique suffisante.

16. **M. Velshi**, (Hôte, Al Jazeera America) demande comment il est possible pour les entreprises de préserver les droits des travailleurs tout en s'assurant que les prix des biens et services qu'elles produisent demeurent compétitifs.

17. **M. Rajan** (Directeur des ressources humaines et membre du Comité exécutif du Groupe, Tata Group, Inde) dit que les entreprises pourraient en fait devenir plus rentables en adoptant des politiques socialement responsables. Par exemple, étant donné que la participation des femmes à la main-d'œuvre mondiale demeure faible, les entreprises qui déploient des efforts supplémentaires pour recruter les femmes accéderaient à une réserve inexploitée de main-d'œuvre. Si des emplois sont offerts aux membres les plus marginalisés ou les plus pauvres de la société, l'effet multiplicateur de leurs salaires pourrait avoir une incidence surprenante sur le PIB d'un pays. Il importe en outre que les entreprises appuient leurs chaînes d'approvisionnement. À cet effet, le Tata Group offre des services de formation et consultatifs à ses fournisseurs pour renforcer la productivité et la qualité,

ce qui, en retour bénéficie au Tata Group dans l'ensemble. Le Tata Group estime également qu'il lui incombe de soutenir les communautés marginalisées par le biais de l'action positive, et il organise des programmes d'éducation pour améliorer l'employabilité des pauvres et encourager l'entrepreneuriat.

18. **M. Velshi**, (Hôte, Al Jazeera America) demande quelles mesures pourraient être prises pour accroître la participation des femmes à la main-d'œuvre et réduire les différences de salaire entre les femmes et les hommes.

19. **M. Mora** (Ministre du Commerce extérieur du Costa Rica) dit que son pays a déjà fait des progrès considérables en matière de promotion de l'emploi des femmes. Par exemple, au ministère du Commerce extérieur, 72 % des effectifs sont des femmes. Les pays doivent mettre l'accent sur l'amélioration de leurs systèmes d'éducation en vue d'améliorer les salaires et les taux de la participation des femmes et de leur participation au marché du travail. Le Costa Rica envisage de dépenser 8 % de son PIB sur l'éducation à l'horizon 2018 et adoptera une approche intégrée pour faire en sorte que les fonds soient utilisés efficacement pour améliorer les normes pédagogiques nationales. Les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé ont tous appris des leçons utiles concernant la manière de promouvoir l'emploi des femmes et devraient chercher à échanger les pratiques optimales dans ce domaine.

20. **M^{me} Nadeau** (Présidente du Conseil mondial de l'énergie et Vice-présidente exécutive, Affaires corporatives et Secrétaire générale d'Hydro-Québec, Canada) dit que la bonne volonté seule ne suffit pas pour combler l'écart entre les hommes et les femmes: on a plutôt besoin d'une législation et d'une infrastructure favorables aux femmes. Il faudrait également déployer des efforts pour lutter contre les normes qui découragent les femmes de travailler dès qu'elles sont mariées ou dès qu'elles ont des enfants. L'égalité entre les hommes et les femmes ne peut pas se réaliser du jour au lendemain, mais elle passe par un appui soutenu de la part de tous les acteurs.

21. **M. Velshi** (Hôte, Al Jazeera America) note que les pays scandinaves ont adopté des cadres juridiques robustes pour promouvoir les droits des femmes et leur participation aux entreprises commerciales et industrielles. De ce fait, ces pays ont certains des taux

les plus élevés de participation féminine à la main-d'œuvre. Certains soutiennent cependant que les taux de participation des femmes à la main-d'œuvre et leurs salaires sont inférieurs à ceux des hommes uniquement parce que les priorités des femmes et des hommes diffèrent, ce qui se traduit par le fait que les femmes font des choix de vie et de carrières différents. Il se demande comment de tels stéréotypes pourraient être surmontés.

22. **M. Sukhdev** (Fondateur et Directeur général de GIST Advisory, Inde) dit que certaines entreprises prennent des mesures pour recruter et promouvoir plus de femmes, mais il est aussi nécessaire d'adopter des lois pour exiger la participation des femmes aux conseils d'administration des entreprises et promouvoir l'éducation et la formation des femmes. Des mécanismes de suivi robustes sont également nécessaires pour garantir la mise en œuvre effective des politiques par les entreprises. Certaines entreprises déploient des efforts considérables pour promouvoir les intérêts des femmes et honorent ce qu'elles considèrent comme étant leurs responsabilités sociales, mais la majeure partie de leurs initiatives n'est ni publiée ni mesurée. Les bilans, les prix des actions et les rendements pour les actionnaires ne fournissent qu'une mesure partielle de la performance d'une entreprise. Une nouvelle mesure de performance est nécessaire et prendrait également en compte et quantifierait le capital humain, social et naturel que les entreprises ont développé ou détruit. Par ailleurs, les méthodologies et les normes de comptabilité doivent être modifiées pour refléter l'impact et la performance véritables des entreprises.

23. **M. Rajan** (Directeur des ressources humaines et membre du Comité exécutif du Groupe, Tata Group, Inde) dit que Tata a toujours estimé que les entreprises doivent prendre l'initiative de la promotion de la responsabilité sociale et ne devraient pas attendre que des lois soient adoptées pour les forcer à faire ainsi. Par le passé, les formalités administratives ont entravé les initiatives de Tata Group visant à promouvoir la responsabilité sociale; il est indispensable que les gouvernements et les entreprises œuvrent étroitement de concert pour élaborer des réglementations appropriées dans ce domaine. Le Tata Group poursuit les initiatives de promotion de la diversité au sein des effectifs et l'emploi des femmes, et vise à augmenter le nombre de femmes aux postes de la haute direction, de 350 à 1 000 à l'horizon 2020.

24. **M. Velshi** (Hôte, Al Jazeera America) demande si les gouvernements devraient collaborer avec les entreprises pour améliorer les compétences des travailleurs.

25. **M^{me} Nadeau** (Présidente du Conseil mondial de l'énergie, et Vice-présidente exécutive, Affaires corporatives et Secrétaire générale d'Hydro-Québec, Canada) dit qu'il est probable que les entreprises du secteur de l'énergie auront besoin d'un grand nombre de travailleurs hautement qualifiés à l'avenir. Par eux-mêmes, les gouvernements auront du mal à déterminer les domaines dans lesquels il est probable que la croissance de l'emploi se produise à l'avenir et les compétences que les travailleurs devraient acquérir pour profiter des nouveaux emplois; la contribution des branches de production et d'autres acteurs du secteur privé se révélera essentielle si les gouvernements doivent prévoir efficacement les tendances futures de la main-d'œuvre.

26. **M. Mora** (ministre du Commerce extérieur du Costa Rica) dit que son pays a mis en place un conseil qui réunit les représentants de six ministères et des secteurs public et privé pour promouvoir l'emploi et améliorer la productivité. Le conseil travaille notamment avec les entreprises en vue d'élaborer un programme de certification pour les jeunes qui ont reçu une formation professionnelle. Le Costa Rica est pleinement conscient du fait que le secteur privé est indispensable dans ses initiatives de promotion de l'emploi.

27. **M. Sukhdev** (Fondateur et Directeur général de GIST Advisory, Inde) dit que bien que de nombreuses entreprises créent un capital humain considérable grâce à leurs programmes de formation et autres programmes de soutien, l'énorme contribution apportée dans ce domaine par le secteur privé n'est guère reconnue et les gouvernements n'appuient guère les initiatives des entreprises en matière de création de capital humain. Néanmoins, quelques gouvernements comprennent la nécessité d'appuyer le secteur privé dans ce domaine. En outre, l'Allemagne a mis au point un système d'éducation particulièrement bien structuré qui donne aux jeunes les compétences requises par le marché du travail. Toutefois, d'une manière générale, les gouvernements estiment qu'ils ne sont guère encouragés à appuyer les efforts déployés par les entreprises pour créer le capital humain et ils adoptent souvent des régimes fiscaux qui entravent la création

du capital humain et d'autres avantages à long terme pour la société.

28. **M. Velshi** (Hôte, Al Jazeera America) demande ce que le Costa Rica répond aux critiques qui estiment que le secteur privé n'a pas été suffisamment consulté dans le cadre des efforts visant à créer des emplois.

29. **M. Mora** (ministre du Commerce extérieur du Costa Rica) dit que son gouvernement accepte volontiers les critiques de ses politiques et a désormais mis en place des mécanismes pour traiter les plaintes concernant les initiatives de création d'emplois du Costa Rica. Il est à espérer que ces mécanismes faciliteront le dialogue entre toutes les parties intéressées.

30. **M. Shiller** (Prix Nobel et professeur d'économie, Université Yale) demande aux intervenants leurs points de vue sur les entreprises à but lucratif et à vocation sociale, qui sont aux États-Unis des sociétés ayant une incidence positive sur la société et l'environnement tout générant un profit en tant que leurs objectifs juridiquement définis, et il demande si d'autres pays encouragent la mise en place des entreprises similaires.

31. **M. Sukhdev** (Fondateur et Directeur général de GIST Advisory, Inde) dit que les entreprises à but lucratif et à vocation sociale représentent une évolution positive. Il prévient toutefois que les entreprises multinationales opèrent dans le cadre de nombreuses juridictions nationales et cela prendrait beaucoup de temps pour que tous les États adoptent une législation pour obliger les entreprises à mettre en œuvre les initiatives de responsabilité sociale. Aux États-Unis, par exemple, les législatures de nombreux États n'ont pas encore adopté des lois autorisant la création de ce type d'entreprises. Les parties intéressées doivent donc encourager les entreprises à prendre elles-mêmes l'initiative de se reconstituer en entreprises à but lucratif et à vocation sociale, au lieu d'attendre l'adoption des législations pertinentes.

32. **M^{me} Kage** (Allemagne) dit que l'Inde a récemment adopté une législation de vaste portée pour réformer son système d'apprentissage en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes. Elle demande s'il s'agit d'une évolution positive et quels devraient être les principaux ingrédients d'un programme d'apprentissage efficace.

33. **M. Sukhdev** (Fondateur et Directeur général de GIST Advisory, Inde) dit que dans le cadre de la

nouvelle loi indienne sur la responsabilité sociale des entreprises, toutes les grandes compagnies indiennes doivent consacrer 2 % de leurs bénéfices aux initiatives de responsabilité sociale des entreprises, notamment dans les domaines comme le développement rural et les droits et moyens de subsistance des femmes. Les activités des entreprises de type classique ne répondraient pas à cette exigence, alors que le recrutement des apprentis et le financement de programmes de formation peuvent être pris en compte en raison du capital humain qu'ils créent. L'effet de la nouvelle loi n'est pas encore précis, mais elle a un impact potentiel considérable dans la mesure où seulement 10 des 200 principales compagnies indiennes consacrent déjà 2 % des bénéfices aux initiatives de responsabilité sociale.

34. **M. Mora** (Ministre du Commerce extérieur du Costa Rica) dit que bien que les grandes entreprises opèrent de manière sensiblement différente des gouvernements, le Costa Rica a prouvé qu'il est possible pour les gouvernements et le secteur privé de parvenir à un consensus sur les façons de faire face aux problématiques nationales urgentes.

35. **M^{me} Nadeau** (Présidente du Conseil mondial de l'énergie, et Vice-présidente exécutive, Affaires corporatives et Secrétaire générale d'Hydro-Québec, Canada) estime que l'accès de tous à des formes modernes d'énergie stimulerait considérablement la prospérité, la croissance économique et la création d'emplois. Toutefois, la baisse des recettes publiques dans de nombreux États signifie qu'ils ont de plus en plus de mal à soutenir l'accès à des systèmes d'énergie durables et résilients. Des capitaux privés sont donc nécessaires pour combler les déficits de financement. Les entreprises commerciales et industrielles et les gouvernements devront travailler de concert en vue d'élaborer des réglementations appropriées pour assurer les mesures de protection nécessaires tout en encourageant également l'investissement du secteur privé dans l'énergie.

36. **M. Sukhdev** (Fondateur et Directeur général de GIST Advisory, Inde) dit que pour relever le défi posé par le chômage, les décideurs doivent adopter une vision à long terme, et ne doivent pas seulement penser en termes de cycles électoraux de quatre ou cinq ans. Ils doivent aussi s'assurer que des incitations soient en place pour encourager l'engagement à long terme du secteur privé en matière de création d'emplois.

37. **M. Rajan** (Directeur des ressources humaines et membre du Conseil exécutif du Groupe, Tata Group, Inde) estime que la nécessité de créer quelque 600 millions d'emplois pose un défi de taille pour les parties prenantes. Ce but ne pourrait être atteint que si les décideurs et le secteur privé œuvrent étroitement de concert. Pour encourager une telle collaboration, l'Inde a notamment créé Nationalist Skill Development Corporation, un partenariat public-privé, qui est directement appuyé par le Premier ministre.

La séance est suspendue à 17 h 40 et reprend à 17 h 45.

Conclusion de la délibération

38. **M. Ryder** (Directeur général de l'Organisation internationale du Travail) dit que plusieurs messages puissants ont émergé au cours du débat sur l'intégration. Le Président de la République-Unie de Tanzanie a souligné que la croissance économique robuste ne suffit pas pour réaliser un développement durable ou créer des emplois décents pour tous. Le Premier ministre des Bahamas s'est déclaré préoccupé par l'impact du changement climatique sur le développement durable. Le Premier ministre suédois a, quant à lui, présenté sa vision d'une nouvelle donne mondiale impliquant les entreprises, les syndicats, les gouvernements et les principales institutions internationales pour promouvoir la croissance, la création d'emplois et le travail décent. Les échanges de vues du Conseil sur la macroéconomie du développement durable ont mis en évidence la nécessité d'augmenter la demande dans les économies des pays, de réaliser les réformes structurelles, de lutter contre l'inégalité croissante des revenus, de formaliser le travail informel effectué par de si nombreux travailleurs du monde, de lutter contre le changement climatique, de réaffirmer la base normative des activités opérationnelles du Conseil, en particulier concernant les normes internationales du travail, d'investir dans l'infrastructure et de réaliser les potentialités des jeunes en les dotant des compétences nécessaires pour leur permettre de répondre aux besoins des marchés du travail actuels et s'engager dans l'entrepreneuriat. Toutes ces questions sont pertinentes pour les négociations des Nations Unies en cours sur les objectifs de développement durable, sur le financement du développement et sur les changements climatiques, ainsi que l'action de l'Organisation internationale du Travail. En examinant la manière dont la promotion du travail décent pourrait appuyer le

développement durable, le Conseil a souligné l'importance de l'intégration des politiques dans les initiatives visant à créer 600 millions d'emplois et éliminer la pauvreté, ainsi que la nécessité de politiques robustes en matière financière, environnementale, commerciale, budgétaire, sociale et d'emploi, qu'il est particulièrement bien placé pour coordonner au niveau mondial.

39. **M. Gass** (Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations, Département des affaires économiques et sociales) estime que le débat du Conseil sur l'intégration est devenu, pour les États membres, le système des Nations Unies et d'autres, une plateforme fédératrice pour le débat sur les options de politique d'intégration des dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable. Dans cet esprit, le débat a mis l'accent sur l'objectif No. 8 du développement durable proposé, tout en prenant en compte les cibles spécifiques des autres objectifs de développement durable proposés.

40. Les trois derniers jours, le débat a mis en évidence le rôle central que jouent la création d'emplois et le travail décent dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, et souligné la nécessité de remettre les gens au travail, les moyens de stimuler la croissance économique mondiale durable et la création d'emplois et les stratégies permettant de constituer une main-d'œuvre compétitive pour combler le déficit de compétences. Le débat a aussi appelé l'attention sur la corrélation entre le chômage et les troubles sociaux. Les choix de politiques ont des compromis mais aussi des avantages à long terme et ils doivent être abordés de manière intégrée pour que la communauté internationale mette efficacement en œuvre le programme de développement pour l'après-2015. Une vision partagée pour l'humanité émerge et exigera que chacun participe à la fois comme bénéficiaire et comme contributeur. Le débat sur l'intégration et le Conseil doivent continuer de fournir une perspective transversale critique des très nombreux aspects du développement durable.

41. **Le Président** déclare qu'il a été encouragé et inspiré par les idées innovantes présentées durant le débat sur l'intégration pour la réalisation du développement durable grâce à la création d'emplois et le travail décent pour tous. Le débat a inspiré un certain nombre de recommandations de politique

concrètes et des solutions axées sur l'action pour promouvoir la cohérence des politiques dans les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable et fournira d'autres éléments de réflexion pour l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015.

42. La croissance économique n'a pas généré des emplois comme prévu en raison de la demande insuffisante. Il faudrait de ce fait déployer des efforts pour estimer la demande globale par le biais des politiques financières et fiscales. Les taxes sur le carbone et les transactions financières, par exemple, pourraient contribuer à stimuler l'économie. La réalisation de la cohérence des politiques est au centre du développement durable pour tous. Il faudrait aborder de manière intégrée les questions interdépendantes comme le travail décent, l'élimination de la pauvreté, l'industrialisation, l'autonomisation des femmes et la promotion du commerce et de l'investissement. Pour l'Afrique, l'infrastructure et l'industrialisation sont cruciales pour la croissance économique et la création d'emplois. Dans la quête mondiale de 600 millions de nouveaux emplois, l'Afrique doit avoir sa juste part.

43. Faire de la dignité et de la prospérité la norme sur les marchés du travail n'est pas seulement juste au plan éthique, mais est également utile pour les entreprises. Le respect des droits fondamentaux de liberté d'association et de négociation collective est indispensable pour un dialogue social efficace. Les syndicats pourraient jouer un rôle essentiel dans la promotion du travail décent. De nouvelles formes innovantes de dialogue social, tirant parti de la participation des syndicats, de la société civile, des gouvernements et des entreprises, sont nécessaires pour relever efficacement les nouveaux défis du vingt-et-unième siècle. En effet, le Conseil devrait envisager d'engager un tel dialogue. Des efforts sont également nécessaires pour consolider les protections sociales et la sécurité de l'emploi pour les personnes qui travaillent dans l'économie informelle et, compte tenu du rôle que les femmes jouent en matière de croissance, pour renforcer la participation des femmes au marché du travail. Les jeunes doivent, en outre, être dotés des compétences requises et recevoir une éducation appropriée pour répondre aux besoins des marchés du travail modernes.

44. Étant donné que la viabilité environnementale et la création d'emplois se renforcent mutuellement, la transition vers des approches plus écologiquement viables pourrait avoir des effets bénéfiques sur la création d'emplois, la qualité et la productivité; il faudrait déployer les efforts nécessaires pour faire en sorte que la transition vers une économie verte soit une transition juste pour les travailleurs. Les gouvernements doivent adopter des politiques qui favorisent l'investissement dans le développement durable et la création d'emplois et ils devraient œuvrer en partenariat avec le secteur privé, les banques de développement, les entrepreneurs et les organisations multilatérales pour accroître les progrès. La promotion de la croissance sans exclusion nécessite la transparence, un régime fiscal juste et efficace, la coopération internationale et une aide plus intelligente pour stimuler l'investissement et créer un environnement favorable. Les décideurs doivent aussi encourager la prise de risque adaptée à la logique commerciale en mettant en place des dispositions financières pour appuyer l'investissement à long terme.

45. Pour donner suite aux résultats du débat sur l'intégration, il collabore avec le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail au lancement d'un réseau mondial des parties prenantes sur la création d'emplois et le travail décent pour le développement durable. Les consultations avec les membres potentiels de ce réseau sont en cours. Les échanges de vues et les recommandations du débat sur l'intégration, qui seront publiés sur le site web du Conseil, constitueront un apport important pour le débat de haut niveau du Conseil, notamment le forum politique de haut niveau sur le développement durable, organisé sous ses auspices.

46. En conclusion, il accueille favorablement la proposition de faire de "Exploiter les technologies numériques pour le développement durable" le thème du débat sur l'intégration de 2016. Cette proposition, avancée par le représentant de l'Union internationale des télécommunications lors de la réunion précédente, sera attentivement examinée par le Bureau.

La séance est levée à 18 heures.